

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

Remise en état des quais du port

Catégorie opération 2

rive droite de l'Oise
60180 NOGENT SUR OISE

TABLEAU DES REVISIONS

| Indice | Date | Description |
|--------|------------|------------------------------|
| 1 | 13/01/2025 | Plan Général de coordination |

SOMMAIRE

| | |
|---|-----------|
| TABEAU DES REVISIONS | 2 |
| 0 RAPPEL RÈGLEMENTAIRE SUR LE PGC..... | 5 |
| 0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC | 5 |
| 0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC..... | 5 |
| 0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC | 5 |
| 0.4 EVOLUTION DU PGC..... | 5 |
| 0.5 CONSERVATION DU PGC | 5 |
| 0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION | 5 |
| 1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX..... | 7 |
| 1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION..... | 7 |
| 1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE | 7 |
| 1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS | 8 |
| 1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION..... | 8 |
| 1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE..... | 8 |
| 1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE..... | 8 |
| 1.7 DIVERS..... | 9 |
| 2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR | 10 |
| 2.1 PLANNING | 10 |
| 2.2 NATURE DE SOL..... | 10 |
| 2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS..... | 10 |
| 2.4 AMIANTE..... | 10 |
| 2.5 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE..... | 11 |
| 2.6 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE | 11 |
| 2.7 DIVERS..... | 12 |
| 3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR | 13 |
| 3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS..... | 13 |
| 3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier | 13 |
| 3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier | 13 |
| 3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES..... | 14 |
| 3.2.1 Moyens de levage et de manutention..... | 14 |
| 3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place | 14 |
| 3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles | 15 |
| 3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX | 15 |
| 3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER | 15 |
| 3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER..... | 16 |
| 3.5.1 Présence d'amiante | 16 |

| | |
|---|-----------|
| 3.5.2 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...) | 16 |
| 3.5.3 Travaux divers | 16 |
| 3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES | 16 |
| 3.7 MUTUALISATION DES MOYENS | 17 |
| 3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER | 17 |
| 3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ | 18 |
| 3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS | 18 |
| 4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER | 19 |
| 5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT | 20 |
| 5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX | 20 |
| 5.2 CANTONNEMENTS | 20 |
| 5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES | 20 |
| 5.3.1 Mise en place bungalows | 21 |
| 5.3.2 Cantonnement à étages | 21 |
| 5.3.3 Installation électrique | 21 |
| 6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE | 22 |
| 6.1 ORGANISATION | 22 |
| 6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES | 23 |
| 6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé | 23 |
| 6.2.2 Interdiction de fumer | 23 |
| 7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS | 24 |
| 7.1 PPSPS | 24 |
| 7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE | 24 |
| 7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS | 24 |
| 8 Annexes | 25 |
| Panneau : En cas d'accident | 25 |

0 RAPPEL RÉGLEMENTAIRE SUR LE PGC

0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC

Lorsque plusieurs entreprises sont appelées à intervenir sur un chantier qui, soit fait l'objet de déclaration préalable, soit nécessite l'exécution d'un ou de plusieurs des travaux inscrits sur une liste de travaux comportant des risques particuliers, le maître d'ouvrage fait établir par le coordonnateur un plan général de coordination.

Ce plan est rédigé dès la phase de conception et tenu à jour pendant toute la durée des travaux.

0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC

Le PGC définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises

0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC

Le PGC est joint aux autres documents remis par le maître d'ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

Sur leur demande, le maître d'ouvrage adresse le PGC aux organismes de prévention (inspection du travail, prévention sécurité sociale, OPPBTP).

0.4 EVOLUTION DU PGC

Le PGC intègre, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les PPSPS ainsi que, lorsqu'ils sont requis, les plans de prévention. Le PGC pourra être amendé en cours d'opération par une inspection commune complémentaire nécessitée par (liste non exhaustive) :

- Une modification de la configuration du chantier.
- Un changement de méthodologie de travail.
- Une tâche complémentaire qu'il n'était pas possible de répertorier lors de l'inspection commune initiale.

0.5 CONSERVATION DU PGC

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une période de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION

- 1 – Eviter les risques.
- 2 – Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités.
- 3 – Combattre les risques à la source.
- 4 – Adapter le travail à l'homme, en vue notamment de limiter le travail monotone et cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé.

- 5 – Tenir compte de l'état d'évolution de la technique.
- 6 – Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux.
- 7 – Planifier la prévention en y intégrant, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, l'influence des facteurs ambiants ...
- 8 – Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.
- 9 – Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX

1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION

Remise en état des quais du port

Remise en état des quais amont et aval

rive droite de l'Oise

60180 NOGENT SUR OISE



1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE

Description

- Un nettoyage général du site,
- Le remplacement des échelles de quai,
- Le remplacement des défenses d'accostage horizontales,
- La remise en état du chasse-roue,
- La réparation des épaufrures béton présentes sur la poutre de couronnement en béton armé,
- La réparation des percements apparents sur le rideau de palplanches,
- La mise en place de signalétique de type marquage au sol,
- La reprise de voiries,
- La reprise des rampes d'accès,

1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS

| | | |
|-----------------------|--|------------------|
| Maître d'Ouvrage | CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE BOULEVARD DE BELFORT 80000 AMIENS | |
| CSPS | QUALICONSLT SECURITE 5/7 Avenue du général de Gaulle 60300 SENLIS | TEL : 0687935520 |
| Inspection du travail | Inspection du travail 81 rue Gambetta 60100 CREIL | TEL : 0365434046 |
| OPPBTP | OPPBTP 2 PL DES ABIES-Village OASIS 80000 AMIENS | |
| CARSAT | CARSAT 11 Allée Vauban 59662 VILLENEUVE D'ASCQ CEDEX | TEL : 0320916161 |

Lot(s) sans entreprise à ce stade :

- N°1 - REMISE EN ETAT DES QUAIS

Voir liste des intervenants / Déclaration préalable, en annexe du présent PGC

1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION

Le démarrage des travaux est prévu le [Non renseigné] pour une durée de 3 mois, y compris la période de préparation.

L'effectif prévisionnel sera de 8.

Au regard du volume Hommes-jours, le chantier est classé en catégorie 2 au sens de l'article R 4532-1 du décret N°94-1159 du 26 décembre 1994.

Mode de dévolution des travaux : Lot unique

Mode de passation des marchés : Public

1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE

L'emploi de personnel intérimaire est STRICTEMENT INTERDIT pour les travaux sur des matériaux amiantés. Il est recommandé de ne pas employer de personnel intérimaire pour les travaux à risques (en particulier démolitions) ou nécessitant un suivi médical (en particulier travaux sur matériaux contenant du plomb).

1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE

Toute entreprise sous-traitante qui interviendra sur le chantier devra avoir été agréée par le maître d'ouvrage (ou son représentant).

Le coordonnateur SPS n'effectuera l'inspection commune avec l'entreprise qu'après avoir été averti de l'obtention de l'agrément.

Il ne pourra pas être fait appel à de la sous-traitance au-delà du deuxième rang.

Le recours au prêt de personnel ne pourra se faire qu'exceptionnellement et dans le strict respect des procédures légales existantes.

La non observation des dispositions ci-dessus entraînerait, par le maître d'ouvrage, l'exclusion immédiate du chantier, de ou des entreprises prises en défaut.

1.7 DIVERS

Sans objet.

2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

Un planning détaillé intégrant les différents postes de travail sera établi.

2.1 PLANNING

Le planning prévu par le maître d'œuvre d'exécution, en concertation avec les entreprises, sera établi pour GERER TOUTE COACTIVITE dans une même zone de travail, en particulier pour les travaux à risques et pour les travaux superposés en hauteur.

Dans ces situations, des réunions de coordination entre le maître d'œuvre de réalisation, le coordonnateur SPS et les entreprises, seront effectuées pour définir les méthodologies d'intervention et pour mutualiser les moyens mis en œuvre

2.2 NATURE DE SOL

Sans objet

2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS

Les travaux ne pourront commencer sans l'établissement d'une DT (Déclaration de projet de Travaux) par le maître d'ouvrage auprès des concessionnaires répertoriés dans le Guichet Unique géré par INERIS (réseaux-et-canalisation.gouv.fr).

La DT sera complétée par la DICT (Déclaration d'Intention de Commencement des Travaux) établit par l'entreprise, auprès des concessionnaires.

Dans le cas d'incertitude sur la position des réseaux, le maître d'ouvrage lancera des investigations complémentaires réalisées par un prestataire agréé.

Réseaux impactés : ...

Localisation des réseaux impactés : le maître d'ouvrage doit les faire repérer ou piqueter de manière efficace, pendant toute la durée des travaux .

2.4 AMIANTE

Repérage amiante avant opération : Non communiqué à établir pour analyse des enrobés existant. (HAP et Amiante)

- Mettre en place des moyens de protection collective.
- Mettre à disposition de leurs salariés des équipements de protection individuelle adaptés aux travaux à réaliser.
 - Respecter la VLEP (Valeur Limite d'Exposition Professionnelle) : 10 fibres/litre d'air/8h. Zone de stockage des déchets, avant évacuation du chantier :
 - Localisation :
 - Sécurisation : accès interdit à toute personne non autorisée et non formée ; local matérialisé (container, local existant fermé, zone à l'abri des intempéries).

Lots concernés

Titulaire du marché

2.5 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE

Un plan d'installation sera diffusé en phase de préparation de chantier

| Designation | Nature | Implantation | Lot chargé de la réalisation | Lot chargé de l'entretien |
|---------------------------------------|--|---|------------------------------|---------------------------|
| PIC (plan d'installation de chantier) | -Zone chantier et abords -Implantation de la base vie -Clôtures de chantier -Aire de stockage | Emprise des quais et abords | Titulaire | Titulaire |
| Clôture | Isolement des zones occupées | Emprise des quais et abords | Titulaire | Titulaire |
| Portail et portillon | Portillon et portail | Accès aux zones closes | Titulaire | Titulaire |
| Homme trafic | Personnel formé à la manœuvre | toute zone de manutention , livraisons et déchargements | Ensemble des intervenants | Ensemble des intervenants |
| Dévoisement voirie publique | Balisage et signalisation | Zone travaux | Ensemble des intervenants | Ensemble des intervenants |
| Signalisation | Panneaux de signalisation réglementaire | Zone chantier et emprises stockage | Titulaire | Titulaire |

Disposition en cas de litige ou de défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et sur demande, pourra décider de faire procéder au nettoyage des postes de travail par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

2.6 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE

Les accès sont existant et devront être adaptés en fonction des besoins chantier

| Designation | Nature | Lot chargé de la mise en place | Lot chargé de la gestion |
|-----------------|-------------------------------------|--------------------------------|--------------------------|
| Accès principal | Cheminement stabilisé | Titulaire | Titulaire |
| Gardiennage | Pas de gardiennage prévu à ce stade | | |

| Designation | Nature | Lot chargé de la mise en place | Lot chargé de la gestion |
|--|--|--------------------------------|---------------------------|
| Carte d'identification professionnelle des salariés du BTP | Chaque salarié doit porter sa carte professionnelle du BTP. Un badge d'accès est remis aux salariés après contrôle | Ensemble des intervenants | Ensemble des intervenants |
| Liste du personnel | Chaque entreprise sera redevable, de la tenue des listes des personnes habilitées à pénétrer sur le site. | Ensemble des intervenants | Ensemble des intervenants |

Disposition en cas de litige ou défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et sur demande, pourra décider de faire procéder au nettoyage des postes de travail par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

2.7 DIVERS

Sans objet.

3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR

3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS

Les voies de circulation des véhicules devront être distinctes des voies de circulation piétonne et des aires de stationnement / Déchargement (A faire figurer sur le PIC)

3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier

| Désignation | Nature | Implantation | Lot en chargé de la mise en œuvre | Lot chargé de l'entretien |
|-------------------------|--|-----------------------|-----------------------------------|---------------------------|
| Accueil | Présentation du chantier des accès et des dispositions à prendre. Porté à connaissance du PPSPS et des modes opératoires spécifiques | Base vie chantier | Ensemble des intervenants | Ensemble des intervenants |
| Voie intérieure | Existante à aménager et à adapter au besoins | | Titulaire | Titulaire |
| Aire de livraison | Plateforme stable et compactée | Selon PIC | Titulaire | Titulaire |
| Signalisation | Signalisation routière comprenant : panneaux "Passage piétons" - "Travaux" - "Sortie de camions". | Zone emprise chantier | Titulaire | Titulaire |
| Avertisseur de manœuvre | Avertisseur sonore et feux de recul pour tout engin de chantier. | Toutes zones | Titulaire | Titulaire |

3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier

| Désignation | Nature | Implantation | Lot en chargé de la mise en œuvre | Lot chargé de l'entretien |
|------------------------------|---|--------------|-----------------------------------|---------------------------|
| Séparation piétons/véhicules | séparation des cheminements piéton et véhicule par des barrière ou GBA. | Toutes zones | Titulaire | Titulaire |

3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES

Les entreprises intervenantes devront éviter le recours à une manutention manuelle. Pour cela, elles devront prendre les mesures suivantes :

Réaliser la totalité de manutentions à l'aide d'engins de levage (grue mobile, chariot automoteur...) Les matériaux arrivant sur le chantier devront être préassemblés afin de réaliser uniquement la pose. Lorsqu'il ne sera pas possible d'éviter totalement la manutention manuelle, des aides mécaniques telles que transpalettes, chariots, automoteurs.... Seront mis à la disposition du personnel pour :

Décharger les véhicules, Organiser le stockage, Déplacer les outils, matériaux, équipement de travail, Il conviendra que les manutentions devront être adaptées aux types de matériaux et à leur charge. Les opérations de manutention prévisibles devront être mentionnées au PPSPS. L'utilisation de moyens mécaniques ne se fera que sous la responsabilité de personnes formées, et ayant les autorisations patronales de conduite avec un CACES à jour, en fonction du type d'engin utilisé. L'organisation des manutentions et des moyens de levage est à la charge de l'entreprise, mais doit être cohérente avec l'organisation du chantier.

Les travailleurs devront être formés à l'application des bons gestes et postures.

Les EPI relatifs à la manutention devront être mis à leur disposition.

3.2.1 Moyens de levage et de manutention

| Désignation | Implantation | Lot en chargé de la mise en place | Lot utilisateur | Appareils commandement de manoeuvre |
|-------------------|---|-----------------------------------|-----------------|-------------------------------------|
| Chariot élévateur | Chaque corps d'état selon besoin et mode opératoire | | | |

3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place

Grue à tour

Grue automotrice

Autres engins

Les entreprises utilisatrices devront tenir à disposition sur chantier, les contrôles périodiques de chaque engin

Personnel utilisateur

Toute personne utilisant un engin de levage sur le chantier (grue à tour, grue automotrice, chariot élévateur, ...) devra avoir une autorisation de conduite valide ; le personnel affecté aux manœuvres de levage sera formé, en particulier aux gestes de commandement et à l'élingage. Les utilisateurs de matériel de manutention (lift, ascenseur, monte-charge, monte matériaux, treuil, ...) devront avoir reçu une formation spécifique.

Appareils de levage

Les entreprises devront tenir à disposition, sur chantier, les justificatifs des contrôles périodiques de chaque élément utilisé.

Sécurisation des moyens de levage

Les zones d'implantation seront vérifiées pour éviter tout risque de renversement (en particulier engin en bordure de fouille ou sur terrain remanié après terrassement).

La solidité des ouvrages, sur lesquels des dispositifs de levage ou de manutention seraient fixés, devra être contrôlée par un organisme compétent.

Convention de prêt

Sans objet.

3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles

Il ne devra pas exister d'interruption de moyen de manutention verticale pendant toute la durée du chantier.

Phasage et moyens prévus

Il ne devra pas exister de rupture de charge entre le point de livraison et la zone de translation horizontale : différence de niveau, mise en place de rampe ou de moyen de manutention.

Lot chargé de la mise en place

Sans objet.

Lot chargé de l'entretien

Prise en compte par chaque entreprise des charges à manutentionner

3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX

Les zones de stockage seront nivelées et planes pour éviter tout risque de basculement ou de renversement des matériaux stockés.

| Nature | Moyen de stockage | Implantation | Ventilation | Sécurisation |
|-------------------------------|--|--|-------------|----------------------------|
| Aire de stockage suivant PIC. | Stockage délimité par type de matériaux. | Selon PIC au plus prêt du poste de travail | | Balisages et signalisation |

3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER

Les postes de travail , les circulations sur chantier, les aires de stockages devront être nettoyés chaque jour.

| DESIGNATION | LOCALISATION | FREQUENCE | LOT CHARGE MISE EN PLACE | LOT CHARGE DE LA GESTION |
|------------------|---|--|--------------------------|--------------------------|
| Poste de travail | Tous postes de travail et circulations. | Autant de fois que nécessaire et au moins quotidiennement. | Toute entreprise | Toute entreprise |

Interdictions

- Jets de gravats par les baies d'étages, vers le sol.
- Elimination de déchets par brûlage.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Si cela s'avère nécessaire, le promoteur se réserve le droit de faire appel à une société de nettoyage de son choix, pour assurer un nettoyage quotidien complet (du chantier, de ses abords, de la base vie) y compris enlèvement en décharge public des gravats de tout le chantier, et ce pendant toute sa durée. Les frais correspondants étant à la charge de l'entreprise responsable des ces déchets.

3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER

3.5.1 Présence d'amiante

Suivant documents répertoriés Article 2 : 2.4.

Lots concernés

Titulaire

Les entreprises doivent répondre aux préconisations du décret du 4 mai 2012 et à ses arrêtés d'application. Tout ouvrier salarié de l'entreprise, en CDI, doit être formé suivant les modalités de l'arrêté du 23 février 2012. Les déchets seront évacués du chantier, avec BSDA, et éliminés, soit par inertage, soit par enfouissement, en décharge ISDD (Installation de Stockage de Déchets Dangereux), ou ISDND (Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux). En cas de découverte de matériau amianté non répertorié :

- Arrêt des travaux dans la zone.
- Sécurisation de la zone.
- Réalisation d'un diagnostic.
- En fonction du résultat, application ou non (dans le cas de diagnostic négatif) de la réglementation rappelée ci-dessus.

Durant les travaux, l'entreprise transmettra régulièrement au coordonnateur SPS, les mesures d'empoussièrement réalisées :

- Avant démarrage des travaux (point 0 ou état initial).
- Durant les travaux : mesures environnementales réalisées en dehors de la zone de travail et dans les locaux à proximité de celle-ci.
- A la fin des travaux, après démantèlement complet de l'installation de désamiantage (mesure de fin de chantier amiante).
- Les résultats de toutes les mesures seront inférieurs à 5 fibres/litre d'air.

3.5.2 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...)

3.5.3 Travaux divers

Sans objet.

3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Nature des protections collectives

L'entreprise titulaire devra mettre en place, en suivant la progression de ses travaux, des protections collectives contre la chute des personnes et des objets en tout point où cela s'avèrera nécessaire. Elle aura la charge exclusive de l'entretien et de la maintenance de ces protections jusqu'à l'achèvement des travaux.

Les protections collectives devront être conçues et réalisées pour répondre aux principes généraux suivants:

être toujours mises en œuvre préalablement à l'apparition du risque, être adaptée et suffisante pour permettre, en toute sécurité et sans modification, la réalisation de l'ensemble des travaux de l'entrepreneur et de ceux des sous-traitants, Toutes les protections collectives mises en place, doivent être conformes aux préconisations des constructeurs, ainsi qu'aux dispositions du Code du Travail. Elles doivent être rigides et déportées au droit des tranchées et fouilles.

Les protections collectives contre le risque de chute de hauteur, seront mises en place et vérifiées périodiquement pour leur tenue et stabilité. Des ouvrages provisoires pourront être disposés en phases intermédiaires.

Les zones dangereuses doivent être signalées et protégées, ou condamnées.

| Désignation | Type de sécurité | Lot chargé de la mise en place | Lot chargé de la maintenance |
|-------------|---------------------|--------------------------------|------------------------------|
| Fouille | Balisateur déportés | Titulaire | Titulaire |

3.7 MUTUALISATION DES MOYENS

Nous insistons sur le fait qu'il faut privilégier la mise en place d'équipements collectifs afin de répondre aux Principes Généraux de Prévention.

Disposition générale

Mise en place d'une convention entre l'entreprise installatrice et les entreprises utilisatrices

| Désignation | Localisation | Planification | Lot chargé de la mise en place | Lot chargé de la maintenance | Utilisateur |
|--|--|-------------------------|--------------------------------|------------------------------|-------------|
| Passerelles périphériques et échafaudage | Interventions sur poutres de couronnement. Plateforme de travail sécurisée | Tâche de remise en état | Titulaire | Titulaire | Titulaire |

3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER

Disposition en cas de litige ou défaillance

Installation autonome à prévoir

| Désignation | Localisation | Planification | Lot chargé de la mise en place | Lot chargé de la maintenance |
|---------------------------|--------------|---------------|--------------------------------|------------------------------|
| Alimentation cantonnement | Autonome | | | |

Le titulaire du lot chargé de l'installation du tableau de comptage du chantier et des locaux de la base vie du chantier, aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques. Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation. Le titulaire du lot chargé des installations secondaires des coffrets et des éclairages des circulations du chantier aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques (VIEL CHANTIER). Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation.

3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ

Conformément à un planning élaboré par la maîtrise d'œuvre, les interventions ne devront pas à avoir recours à des superpositions de tâches. Le maître d'œuvre avec l'accord du coordonnateur réalisera un phasage des travaux de manière à éviter les superpositions et juxtaposition de tâches.

Lorsqu'il n'est pas possible d'éviter les superpositions de travaux par un décalage des interventions des entreprises concernées, l'entreprise située en partie haute prendra les dispositions pour installer et entretenir un dispositif physique permettant de supprimer le risque de chute de matériel ou de matériaux engendré de cette superposition.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

| Travaux | Lots concernés | Phasage | Sécurisation | Lot chargé de la mise en place |
|--|----------------|----------------------|--|--------------------------------|
| Ensemble des interventions se situant à moins de 5 m des quais | Titulaire | Ensemble du chantier | -Les opérateurs sont tenus de porter un gilet de sauvetage -Une bouée sera tenue à disposition -Une barque sera stationnée en rive | Ensemble des intervenants |

3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS

Les travaux en rive et l'ensemble des travaux sur quais devront faire l'objet d'une analyse de risque spécifique. Un mode opératoire sera établi et devra être respecté en tout point sous peine d'exclusion en cas de manquements constatés.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

| Désignation | Lots concernés | Types d'intervention | Conditions d'intervention | Sécurisation |
|--------------------|----------------|----------------------------------|--|---|
| Démolition | Titulaire | Démolition des enrobés existants | -Prendre connaissance du diagnostic amiante et HAP. | -Balisage de zone -Evacuation des gravois à l'avancement -Pas de coactivité -Nettoyage poste de travail et abords -Présence de vigie. |
| Travaux en hauteur | Titulaire | En rive | -Mode opératoire et protections collectives adaptées | -Plateforme de travail avec garde-corps -EPI -Filets pare-gravois |

4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER

| Désignation | Localisation | Contrainte | Disposition à prendre | Lots concernés | Lot chargé des dispositions à prendre |
|--|---------------------|---------------|--|----------------|---------------------------------------|
| Environnement du chantier | Abords | Voie publique | Balisages isolement de zones et signalisation | Titulaire | Titulaire |
| Réseaux enterrés et aériens (voir aussi Article 2 : 2.3) | Selon les DT / DICT | | | Titulaire | Titulaire |
| Interférence avec activité du site | Sans objet | | | | |
| Interférence avec autre chantier | Sans objet | | | | |

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT

5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX

| Désignation | Localisation | Phasage | Lot chargé de l'intervention |
|-------------------------|---------------------|-------------------------|------------------------------|
| Voie d'accès principale | Existante à adapter | Préparation de chantier | Titulaire |
| Desserte intérieure | Existante à adapter | Préparation de chantier | Titulaire |
| Eau usées | Autonome | | |
| Electricité | Autonome | | |

5.2 CANTONNEMENTS

Le cantonnement sera réalisé dès le début du chantier et devra être conforme aux recommandations de la CRAMIF N° 27. En cas de présence de personnel féminin, prévoir des installations complémentaires spécifiques et exclusivement dédiées aux personnel féminin(sanitaire, vestiaires)

| Désignation | Effectif de base | Localisation | Aménagement particulier | Lot chargé de la mise en place | Lot chargé de l'entretien | Lot chargé du nettoyage |
|-------------|---|--------------|-------------------------|--------------------------------|---------------------------|-------------------------|
| Vestiaires | 1.25 m² de surface par salarié. | A définir | | Titulaire | Titulaire | Titulaire |
| Réfectoire | 1.25 m² de surface par salarié. | A définir | | Titulaire | Titulaire | Titulaire |
| Sanitaires | Hommes : 1 WC + 1 urinoir pour 20 personnes. Femmes : 2 WC par 20 personnes. | A définir | | Titulaire | Titulaire | Titulaire |

NOTA : Des sanitaires spécifiques seront mis en place en cas d'intervention de personnel féminin sur le chantier.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Sans objet.

5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES

5.3.1 Mise en place bungalows

Pose en sécurité avec ring en couverture Sécurité collective en couverture par garde-corps périphérique.

Lots concernés

Sans objet.

5.3.2 Cantonnement à étages.

Escaliers compatibles, en nombre et en largeur, avec effectif global prévu dans le cantonnement

5.3.3 Installation électrique

6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE

6.1 ORGANISATION

| Désignation | Localisation | Disposition particulière | Signalisation | Lot chargé de la mise en place |
|-------------------------|---|---|---------------|--------------------------------|
| Téléphone d'urgence | Chaque entreprise aura au moins un membre de son personnel équipé d'un téléphone portable. Il conviendra de s'assurer que ceux-ci soient chargés tout au long de la journée. | Présence de couverture réseau | | Titulaire |
| Secouriste | La liste des Sauveteurs Secouristes du Travail (SST) avec leur numéro de téléphone respectif devra être affichée dans les bureaux et dans la base vie | Minimum 1 SST par tranches de 20 personnes sur chantier. | | Ensemble des entreprises |
| Trousse de secours | Une trousse de secours sera mise à disposition dans la base vie | | | Titulaire |
| Extincteur cantonnement | Mettre en place des extincteurs adaptés aux différents risques dans les locaux affectés au personnel (réfectoire, vestiaire). Les extincteurs doivent être accessibles en permanence et doivent être maintenus en parfait état de fonctionnement. | Les extincteurs ne doivent pas avoir dépassé la date de révision annuelle. Compatible avec l'environnement. | | Titulaire |

| Désignation | Localisation | Disposition particulière | Signalisation | Lot chargé de la mise en place |
|---------------------|--|--|---------------|--------------------------------|
| Extincteur chantier | Au droit du poste de travail à risque. | Compatible avec l'environnement du poste de travail. | | Chaque entreprise |

6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé

Sans objet.

6.2.2 Interdiction de fumer

- Dans les cantonnements.
- Sur le chantier, dans les locaux fermés.

7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

7.1 PPSPS

Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

- Rédigé par l'entreprise après visite d'inspection commune avec le CSPA (Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé).
- Transmis au CSPA avant démarrage des travaux.
- Tenu à disposition et consultable sur chantier.
- Diffusé aux organismes de prévention (Inspection du travail, CRAM ou CARSAT, OPPBTP) pour le lot gros-œuvre, le lot principal, les lots avec travaux à risques particuliers.
- Conservé 5 ans par l'entreprise.

7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE

Les entreprises qui utilisent des prestataires de service extérieurs à l'entreprise, tels que livreurs, grues mobiles, camion toupie-béton,..., devront :

- Leur transmettre les informations du présent PGC qui les concernent.
- Leur transmettre un exemplaire de leur PPSPS, auquel sera joint le DHOL (Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité sur chantier), annexé au présent PGC.
- Indiquer dans leur PPSPS le recours à ces prestataires et traiter les risques inhérents à leurs interventions (à partir des informations du DHOL).
- Informer le CSPA du recours à ces prestataires.
- Accueillir ces prestataires à leur arrivée sur le chantier et les informer des consignes de sécurité spécifiques à respecter.

7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Les travailleurs indépendants qui exercent directement une activité sur le chantier sont soumis aux dispositions du présent PGC et doivent se rapprocher du CSPA.

ANNEXES

Remise en état des quais du port

rive droite de l'Oise
60180 NOGENT SUR OISE

| Liste des annexes |
|---------------------------------|
| 1 - Panneau : En cas d'accident |

8.1 Panneau : En cas d'accident

EN CAS D'ACCIDENT

APPELEZ LE SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL

18 **POMPIERS** OU **15** **SAMU**

A partir d'un téléphone portable, composez le : **112**

... Et dites :

1

ICI CHANTIER

A: NOGENT SUR OISE
RUE :rive droite de l'Oise

2

PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...
ET LA POSITION DU BLESSE : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...
ET S'IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3

SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ETAT

Par exemple : 3 ouvriers blessés, dont 1 saigne beaucoup et 1 ne parle pas

4

DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE

Par exemple : Bouche à bouche, bouche à bouche avec massage cardiaque externe, etc.

5

FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS

Envoyer quelqu'un à ce point pour guider les secours

6

NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER

Faites répéter le message

7

Dans tous les cas, INFORMEZ QUALICONSULT SECURITE

Tél: 03.62.53.37.15 .